



Mémoire prébudgétaire  
Consultations prébudgétaires en vue du budget de  
2024-2025

Soumissions du  
Collectif québécois de la Coalition pour une saine  
alimentation scolaire

Mémoire co-rédigé et déposé en soutien du Chantier pour un  
programme d'alimentation scolaire universel



Montréal, le 2 février 2024

## Courte présentation

Le présent mémoire est déposé au nom des membres du [Collectif québécois](#) de la Coalition pour une saine alimentation scolaire en soutien aux demandes émises dans le mémoire du Chantier pour un programme d'alimentation scolaire universel au Québec (PASUQ). Le Collectif québécois étant grandement impliqué dans la création et les actions de ce projet, souhaite souligner ces demandes importantes pour l'avenir de nos enfants et nos jeunes.

Qui sommes-nous? Le Collectif québécois est un réseau en pleine expansion de plus de 85 organisations à but non lucratif et communautaires de plusieurs régions de la province. Nos membres, sympathisants et collaborateurs comprennent des professionnels des secteurs de la santé, de l'éducation, de l'agriculture et de l'alimentation, ainsi que des administrations locales, des centres de services scolaires, et des membres de la communauté scolaire - dont certains offrent des programmes de petit-déjeuner, de dîner, de collation ou d'autres programmes de nutrition et de littératie alimentaire. Le Collectif québécois est une branche provinciale de la Coalition pour une saine alimentation scolaire, qui compte plus de 275 membres à travers le Canada, réclamant des investissements publics dans un programme universel de saine alimentation scolaire à frais partagés pour les élèves de la maternelle au secondaire 5, partout au pays.

Au Québec, la question de l'alimentation scolaire émerge comme une préoccupation cruciale, exposant des disparités significatives et des lacunes dans le système qui doit assurer une égalité de chance à tous les élèves. À l'échelle mondiale, les programmes d'alimentation scolaire universels sont reconnus comme des investissements essentiels, non seulement pour améliorer la santé des jeunes à un stade crucial de leur croissance, mais également pour lutter contre la faim, soutenir les familles face aux défis économiques actuels, renforcer les compétences alimentaires des jeunes, favoriser la réussite éducative, et promouvoir des pratiques écoresponsables (WFP, 2021).

Malgré la présence de mesures alimentaires dans les écoles du Québec, ce ne sont pas tous les enfants qui ont accès à des repas scolaires sains, abordables, locaux et durables. Le contexte d'inflation post-pandémie met en relief les besoins des élèves du Québec: plusieurs passent leur journée à l'école le ventre vide ou n'ont pas les apports nutritifs recommandés par le guide alimentaire canadien pour bien apprendre et grandir.

L'enjeu d'un accès universel à des déjeuners, des dîners et de collations, ainsi qu'à une éducation alimentaire de qualité pour les élèves de la province est pris à bras le corps par des centaines d'organismes communautaires, d'entreprises d'économie sociales et d'instances régionales<sup>1</sup> (Brouillette et coll., 2023). Ces derniers se battent d'années en années pour obtenir des financements et augmenter la portée des solutions innovantes qui sont mises de l'avant pour nourrir les jeunes québécois. En octobre 2023, une motion a

---

<sup>1</sup> L'alimentation scolaire au Québec: État des lieux, perspectives et pistes d'action. Brouillette et coll., 2023. [En ligne]: [https://www.pasug.org/files/uqgd/380151\\_e979dc2ac7c74330ae1946b09da53603.pdf](https://www.pasug.org/files/uqgd/380151_e979dc2ac7c74330ae1946b09da53603.pdf)

même été adoptée par l'Assemblée nationale visant à éliminer la faim dans les écoles<sup>2</sup>. Malgré tout, cela reste insuffisant, trop d'enfants ont encore faim dans nos écoles.

Huit organisations<sup>3</sup>, dont sept sont des membres collaborant ensemble au sein du Collectif québécois, ont mis en place en 2019 le [Chantier pour un programme d'alimentation scolaire universel au Québec](#), pour travailler à une solution structurante afin que tous les jeunes puissent avoir accès à des repas scolaires et ce, peu importe leur situation socio-économique. **Un programme d'alimentation scolaire universel au Québec (PASUQ)** représente à leurs yeux une opportunité de relever simultanément plusieurs défis sociétaux, allant de la santé des jeunes à la promotion de pratiques écologiques et durables, tout en contribuant au développement socio-économique des localités par la valorisation des produits alimentaires québécois. Ce mémoire pré-budgétaire s'inscrit dans cette perspective, plaidant pour une refonte substantielle du système d'alimentation scolaire au Québec.

## Sommaire des demandes

Dans le cadre du budget 2024, le Chantier pour un programme d'alimentation scolaire universel au Québec (PASUQ) présente des demandes cruciales visant à instaurer un changement significatif dans la vie des élèves québécois. Ces demandes reflètent la vision du Chantier PASUQ pour une collaboration étroite entre les parties prenantes et le gouvernement, afin de garantir un avenir où tous les élèves bénéficient d'une alimentation scolaire saine et d'une éducation alimentaire de qualité, indépendamment de leur situation socioéconomique.

1. **Le Chantier PASUQ appelle le gouvernement à s'engager fermement dans la création d'un programme d'alimentation scolaire universel encadré et financé par le gouvernement du Québec, avec le soutien des autres paliers de gouvernement et des parents en fonction de leurs revenus.** Ce programme devra viser une alimentation saine, locale et durable, ainsi qu'une éducation alimentaire de qualité pour le bien-être des élèves dans la province.
2. **Le Chantier PASUQ demande d'allouer les sommes nécessaires pour mettre en place un comité de travail interministériel et intersectoriel rassemblant des ministères clés (MEQ, MAPAQ, MSSS, MEIE, MTESS, MFA), les experts en alimentation scolaire, des acteurs de la société civile et du milieu scolaire.**

---

<sup>2</sup> Newswire, Éliminer la faim dans les écoles : Motion solidaire adoptée à l'Assemblée nationale. 13 septembre 2023 (En ligne):

<https://www.newswire.ca/fr/news-releases/eliminer-la-faim-dans-les-ecoles-motion-solidaire-adoptee-a-l-assemblee-nationale-842756858.html>

<sup>3</sup> Ce comité est composé de l'Association québécoise de la garde scolaire, de la Cantine pour tous, du Club des petits déjeuners, du Collectif québécois de la Coalition pour une saine alimentation scolaire, du Conseil du système alimentaire montréalais, du Dépôt- Centre d'alimentation communautaire NDG, d'Équiterre et de la Tablée des chefs.

2.1 Le Chantier PASUQ propose que le premier mandat de ce comité soit de définir un plan de travail pour élaborer et déployer en étroite collaboration un Programme d'alimentation scolaire universel au Québec.

2.2 Que ce comité évalue un modèle de contribution des parents non stigmatisant, équitable et universel.

2.3 Que ce comité soutient le déploiement progressif, par phase et suivant les priorités établies, du programme dans toutes les écoles publiques du Québec.

En plus de travailler vers la mise en place d'un programme d'alimentation scolaire universel au Québec en tenant compte des recommandations provenant du Chantier PASUQ, le Collectif québécois demande à ce que le gouvernement travaille vers l'amélioration du système alimentaire en milieu scolaire dès maintenant via les deux recommandations ci-dessous:

### **3. Améliorer la qualité et l'équité de l'encadrement des élèves pendant la période de dîner en un seul service.**

3.1 Moduler la tarification du service pendant la période du dîner selon le revenu des parents pour qu'ils ne constituent pas une barrière à l'accès aux programmes alimentaires.

3.2 Prévoir la présence de personnel éducateur formé aux bonnes pratiques éducatives liées à l'alimentation et assurer un contexte de repas positifs à tous les enfants, peu importe leur milieu socio-économique.

### **4. Assurer que tous les centres de services scolaires et commissions scolaires puissent embaucher une ressource humaine experte en alimentation** pouvant accompagner les écoles dans l'adoption, la coordination et l'opérationnalisation des programmes et activités en alimentation scolaire.

4.1 Que cette ressource humaine assure entre-autres un soutien aux services alimentaires et aux équipes-école dans la mise en œuvre de la nouvelle Politique-cadre *pour une saine alimentation et un mode de vie physiquement actif* dans les milieux.

## **Raison d'être et contexte**

Au sein du G7, le Canada se distingue en tant que seul pays dépourvu d'un programme d'alimentation scolaire à l'échelle nationale. Comparativement à 25 pays qui offrent une couverture universelle et des taux de participation de 100% des élèves à leurs programmes de repas, le Canada affiche un retard significatif. Cette lacune se reflète dans le fait que

seulement 12 % des enfants du primaire au pays bénéficient de repas subventionnés à l'école, une proportion nettement inférieure à la moyenne de 61 % observée dans les nations à revenu élevé (Plourde, IRIS, 2023). Conscient de cette réalité, le gouvernement fédéral a pris un engagement en 2021 en annonçant son intention de développer un programme national de repas nutritifs dans les écoles, doté d'un budget d'un milliard de dollars sur une période de cinq ans. [Des consultations ont eu lieu en ce sens en 2022-2023 à travers le pays](#) et 96% des répondants estiment qu'un programme d'alimentation scolaire bénéficierait directement aux enfants du pays. Malgré cette démarche, il n'y a toujours pas de fonds qui ont été engagés concrètement.

Les bienfaits des programmes d'alimentation scolaire, tels que la promotion de la santé physique et psychosociale, la stimulation de la persévérance et de la réussite scolaire, ainsi que des effets positifs démontrés chez les enfants, les adolescents, et même jusqu'à l'âge adulte, sont bien établis à l'échelle mondiale. De plus, ces initiatives ont des retombées positives sur l'environnement, la création d'emplois directs et la consolidation des systèmes d'approvisionnement, soulignant ainsi le potentiel transformateur d'un programme d'alimentation scolaire pour la province du Québec. Considérant ces éléments, il est inacceptable que tous les enfants du Québec ne bénéficient pas encore de repas scolaires et d'éducation alimentaire de qualité dans leurs écoles.

Le Chantier pour un programme d'alimentation scolaire universel au Québec a entamé une vaste démarche provinciale pour dresser un portrait de la situation de l'alimentation scolaire au Québec, évaluer des pratiques inspirantes et faire des recommandations pour la mise en place d'un programme d'alimentation scolaire universel au Québec<sup>4</sup>.

Ainsi, fort des connaissances issues de l'enquête [L'alimentation scolaire au Québec: état des lieux. perspectives et pistes d'action](#), qui a mobilisé plus de 1200 experts en alimentation scolaire au Québec lors d'une quarantaine d'activités de consultation, nous avons pu confirmer les impacts positifs de l'éducation alimentaire et de l'alimentation scolaire dans une perspective «intégrant une vision d'un système durable, tenant compte des facteurs de l'approvisionnement durable, au point de vue économique et environnemental, et de la promotion des saines habitudes de vie» (Oostindjer et al., 2017) auprès des élèves et des communautés qui en bénéficient à travers le Québec. Les conclusions du premier forum Bien manger à l'école<sup>5</sup> auquel 500 personnes ont participé démontre qu'un Programme d'alimentation scolaire universel au Québec est une solution porteuse et possible à l'instar des effets observés dans les autres pays dans le monde. Par ailleurs, les personnes qui ont contribué à l'élaboration de la proposition d'un programme d'alimentation scolaire présenté dans ce mémoire s'entendent que c'est aussi l'occasion d'adresser les enjeux de l'éducation alimentaire, des systèmes alimentaires territoriaux, des pratiques d'approvisionnement local et durable, de la place de l'économie sociale et des initiatives inspirantes.

À ce vaste soutien d'experts et de personnes concernées par l'alimentation scolaire de nos

---

<sup>4</sup> Pour plus d'informations, veuillez visiter le site web [www.pasuuq.org](http://www.pasuuq.org)

<sup>5</sup> Représentants les milieux institutionnels, de l'éducation, académique, de l'alimentation scolaire, de l'économie sociale, de la santé et des services sociaux, de l'éducation alimentaire, des producteurs locaux et en environnement et développement durable.

enfants, la campagne d'appui citoyen Bien manger à l'école en faveur d'un PASUQ a reçu à ce jour 10877 signatures, démontrant l'intérêt de la population générale pour un programme d'alimentation scolaire.

### ***Qu'en est-il de nos enfants?***

Les enfants ont droit à une alimentation adéquate et nutritive pour leur permettre de mener une vie saine. Pourtant, au Québec 1 enfant sur 5 fait partie d'un ménage qui vit une situation d'insécurité alimentaire (*Banque de données des statistiques officielles sur le Québec, 2021-2022*). Sans compter que plus de la moitié des adolescents ne mangent pas 5 portions de fruits et légumes par jour. Pour les 4 à 13 ans, ce sont 2 enfants sur 3 qui ne consomment pas 5 portions par jour (Santé Canada, 2007). Or, la littérature scientifique démontre que la consommation de fruits et légumes est un indicateur fiable de la qualité de l'alimentation.

Les enfants d'aujourd'hui vivront moins longtemps et seront plus malades que leurs parents, en raison d'une augmentation des maladies liées à l'alimentation, telles que le diabète de type 2, les maladies cardiaques, et d'autres maladies évitables qui sont directement liés à un accès insuffisant à des aliments sains (S. Jay Olshansky, Douglas J. Passaro, Ronald C. Hershov, et al, *The New England Journal of Medicine*, 2005).

La combinaison actuelle de l'insécurité alimentaire et des faibles taux de littératie alimentaire compromet non seulement la santé physique des enfants, mais aussi leur santé mentale et leur bien-être, ainsi que leurs résultats scolaires, ce qui a des répercussions à long terme sur la santé publique (Brouillette et coll, 2023).

### ***Et dans les écoles?***

Les Centres de services scolaires et les écoles du Québec ont des bases variables en matière d'expérience, d'équipement, d'infrastructure, de soutien et de relations dans les services alimentaires. Le système actuel de programmes alimentaires scolaires ne touche qu'un petit pourcentage des 982 000<sup>6</sup> élèves du réseau d'écoles publiques (primaire et secondaire) et ne répond pas aux besoins de tous les élèves qui ont faim pendant la journée ou qui ne mangent pas sainement.

Une étude met en lumière que le gouvernement québécois a investi 67 millions de dollars en 2021-2022 pour les repas et collations des élèves, représentant 0.38 \$ par élève, par jour d'école (Plourde, IRIS, 2023). Ceci s'avère nettement insuffisant. D'une part, beaucoup de familles québécoises doivent faire des choix déchirants pour l'alimentation de leurs enfants. Les familles doivent déboursier des montants pour les frais de services de garde ou de dîneurs quand les enfants mangent à l'école, en plus des frais associés aux repas. Même si on ne part pas de zéro pour la mise en place d'un programme d'alimentation scolaire universel au Québec, le gouvernement a une opportunité d'innover et d'améliorer concrètement les conditions de vie des familles québécoises par l'entremise d'un PASUQ.

---

<sup>6</sup>[Banque de données des statistiques officielles sur le Québec](#)

Notons que 41 % des élèves québécois n'ont toujours pas accès à des services alimentaires dans leur école, sans compter qu'il n'y a que 36% des écoles du Québec qui disposent d'une cuisine complète (IRIS, Plourde, 2023). Les services alimentaires sont offerts par un ensemble d'acteurs, assurant des services internes en autogestion ou via des ententes contractuelles, ou encore en externe, en faisant appel à des services de traiteurs à but lucratif ou à but non lucratif.

**L'enquête réalisée par le Chantier PASUQ (Brouillette et coll., 2023) révèle que l'alimentation scolaire dans les écoles du Québec est un peu l'affaire de tous et de personne. Il y a un réel besoin de cohérence et de coordination entre les différents intervenants du système alimentaire scolaire pour assurer un accès égal aux services pour les élèves.** Par exemple, dans une école il peut y avoir deux ou trois initiatives en alimentation ou éducation alimentaire qui sont toutes gérées par des personnes différentes. Il y a trop peu de postes consacrés à l'alimentation scolaire comme les diététistes-nutritionnistes ou des techniciennes en diététique dans les écoles; on compte seulement 8 diététiste-nutritionnistes au Québec, engagées par les centre de services scolaires pour assurer la saine gestion des services alimentaires et la mise en place de programmes d'alimentation scolaire. Ainsi, les coûts des repas scolaires fluctuent d'une école à l'autre, influencés par le type de service offert, accentuant ainsi les inégalités existantes dans l'accès et la prestation de services.

Qu'en est-il des activités d'éducation alimentaire? Bien que certaines écoles ont mis en place des initiatives d'éducation alimentaire, cet aspect ne fait souvent pas partie des projets éducatifs et cela s'ajoute à la problématique des inégalités entre écoles. Dans ces cas, il y a un réel besoin d'intégrer l'éducation alimentaire dans les activités quotidiennes des élèves, en classe ou hors des heures de classe. Pour ce faire, il est nécessaire de former, accompagner et soutenir l'ensemble du personnel enseignant, ainsi que le personnel de soutien pour s'assurer de développer les connaissances et les compétences alimentaires et culinaires de tous les enfants du Québec.

L'approvisionnement en aliments sains, locaux et durables émerge comme un autre enjeu crucial. Le rapport coût/qualité/achat local et la rentabilité posent des défis, tandis que l'accès à des aliments sains, durables et locaux est entravé par des contraintes de coûts, de disponibilité et de quantité. De plus, le manque d'espace pour l'entreposage et la transformation des aliments constitue un obstacle supplémentaire à la mise en œuvre de pratiques alimentaires plus durables et locales.

Enfin, un effort particulier est nécessaire pour permettre aux Premières Nations et Inuit de servir des aliments traditionnels, respectant ainsi leurs pratiques culturelles, leurs besoins nutritionnels pour contribuer à la diversité et à l'inclusivité des initiatives alimentaires au Québec.

### ***Il faut des solutions structurantes pour améliorer le sort de nos enfants***

La mission du MEQ est d'offrir sur tout le territoire québécois des milieux de vie propices notamment à la réussite éducative. Contribuer au développement de saines habitudes alimentaires des élèves fait partie des plans d'engagement vers la réussite des centres de

services scolaires et des projets éducatifs des écoles du Québec (AQGS, 2023). La mise en place d'un PASUQ serait une manière de remplir la mission du MEQ, dans une perspective holistique et interministérielle.

**Pour ce faire, nous souhaitons établir une collaboration avec les différents gouvernements et contribuer à la mise en place d'un programme qui correspond aux besoins, aux aspirations et aux réalités des Québécois.e.s, et ce, dans toutes les régions.**

Bien que les initiatives très demandées constituent un service essentiel pour les élèves et les familles québécoises, elles font face à des défis de taille. Le financement instable, la demande croissante et le manque de ressources humaines pour gérer les initiatives mettent ces organisations à rude épreuve. Un contexte socio-économique difficile, caractérisé par une demande grandissante, une pénurie de main-d'œuvre et des infrastructures vieillissantes ou mal adaptées, aggrave la complexité de la situation, autant pour les services qui s'offrent à l'école que par des traiteurs communautaires externes.

Un investissement plus important dans l'alimentation scolaire qui intègre une vision holistique comprenant l'approvisionnement alimentaire local et durable, le développement d'infrastructures et le renforcement des communautés pourrait stimuler la création d'emplois et faire progresser les initiatives provinciales telles que la *Stratégie nationale d'achat d'aliments québécois (SNAAQ)*, la *Politique bioalimentaire* et la *Politique gouvernementale de prévention en santé (PGPS)*, en soutenant les économies locales dans l'agriculture ainsi que d'autres secteurs tels que les services alimentaires, la transformation et la distribution alimentaires, la construction, les industries vertes et la santé.

Par ailleurs, bien qu'il existe des financements provinciaux pour l'alimentation scolaire (tableau 1), la majorité des programmes ou des initiatives d'alimentation scolaire dépendent de fonds instables ou insuffisants qui ne permettent pas à ces derniers de planifier une expansion des programmes à long terme. **Or, le Chantier PASUQ constate que l'alimentation scolaire est loin d'être l'affaire d'un seul ministère, il faut donc adopter une approche intersectorielle pour adresser de manière holistique cet enjeu.** Les flux de financement de l'alimentation scolaire au Québec le démontre:



## Contexte et analyse- Financement

Philanthropie: Dons en argent / commandites +  
Financement de projets OBNL

Familles: Achat aliments cafétéria ou traiteur, coûts  
de supervision des repas

Personnel scolaire: offre de collations  
ou repas dépannage

Communautés: tables de concertation,  
associations citoyennes, OBNL,  
coopératives

### Bénévoles

Travail exceptionnel des  
bénévoles dans les écoles et les  
organisations à but non lucratif

Implication quotidienne  
nécessaire

Bénévoles à l'origine  
d'initiatives en éducation  
alimentaire

Appel à des personnes  
engagées pour pallier le manque  
de ressources

## Contexte et analyse- Financement

MEQ: Mesure 15012 + Mesure Lait-École (CSS)  
Enveloppes budgétaires (OBNL)  
CSS: parfois des postes de nutritionnistes

MSSS: Mesure PGPS et PAI2 (OBNL), Répondantes  
nutrition scolaire + Agentes écoles en santé

MAPAQ: SNAAQ + Appel de projet M361 +  
accompagnement ITHQ + Aliments du Québec  
(OBNL)

MEIE: Financement entreprises d'économie  
sociale (traiteurs sociaux)

MTESS : plan de lutte contre la pauvreté,  
MFA : politique de réussite éducative

### Mode de gestion des fonds

- CSS = contrat avec les prestataires de service
- Écoles = contrat pour une entente avec un OBNL pour les services
- OBNL qui offrent leur services aux écoles
- Par le service de garde ou l'école (personne attirée à l'école)

**Tableaux - Financement en alimentation scolaire** (source: présentation powerpoint de [l'État des lieux de l'alimentation scolaire au Québec](#), novembre 2023)

## ***Des thématiques à adresser en alimentation scolaire***

Au cours de l'année 2023, le Chantier PASUQ a tenu avec des partenaires en alimentation scolaire des consultations autour de thématiques émergeant des acteurs en alimentation scolaire ayant participé à la démarche de recherche. Nous avons consulté, entre autres, la Table québécoise sur la saine alimentation, le chantier de l'économie sociale ou encore la Fédération des comités de parents du Québec. Cinq thèmes ont permis de structurer des recommandations pour un programme d'alimentation scolaire universel qui vise le développement de communautés saines et durables. Ces thématiques émergentes ont confirmé les huit principes qui se trouvaient à la base de l'élaboration de notre proposition. Les recommandations ont été intégrées à la vision du PASUQ qui vous est présentée plus bas. Ce sont:

- **La littératie alimentaire**
- **Une approche de coordination des systèmes alimentaires territoriaux**
- **L'approvisionnement en aliments sains, locaux et durables**
- **L'économie sociale au cœur du développement des initiatives en alimentation scolaire**
- **L'importance de s'appuyer sur des instances en place pour soutenir des interventions en réseaux en alimentation scolaire autour des écoles.**

## **Recommandations**

Au cours de sa vaste démarche de consultation en vue d'élaborer les recommandations pour la mise en place d'un programme d'alimentation scolaire universel au Québec, les acteurs se sont entendus sur des éléments incontournables d'un PASUQ.

1. Le Chantier PASUQ appelle le gouvernement à s'engager fermement dans la création d'un Programme d'alimentation scolaire universel au Québec, qui vise une alimentation saine, locale et durable, ainsi qu'une éducation alimentaire de qualité pour le bien-être des élèves dans la province. L'universalité est un objectif, garantissant l'accessibilité aux repas sains et durables ainsi qu'à l'éducation alimentaire, avec des coûts partagés entre les gouvernements, les parents et d'autres bailleurs de fonds.

Ainsi, le programme sur lequel le Chantier PASUQ appelle le gouvernement à s'engager fermement, comporte les éléments suivants (vous pouvez retrouver toutes nos recommandations dans notre publication [L'alimentation scolaire au Québec : état des lieux, perspectives et pistes d'action](#)) :

Le maintien du financement des initiatives en place et l'adoption de fonds adéquats pour la mise en place d'un programme d'alimentation scolaire universel encadré et financé par le gouvernement du Québec, avec le soutien des autres paliers de gouvernement, où les parents contribuent en fonction de leur situation socioéconomique.

Le PASUQ porte une vision holistique de l'alimentation scolaire, centré sur la santé en tant que levier de santé publique et de lutte contre l'insécurité alimentaire à l'école. Nourrir tous les enfants favorise la réussite éducative tout en réduisant les inégalités sociales de santé.

Nous voulons un PASUQ qui se positionne comme promoteur de la littératie alimentaire en intégrant l'éducation alimentaire à travers des cours dispensés par un personnel adéquatement qualifié mais aussi au travers des déjeuners, collations et dîners scolaires sains, avec un contexte de repas adapté. En tant que moteur de développement économique et communautaire, un PASUQ favorise l'utilisation d'aliments locaux et de pratiques écoresponsables, impliquant des institutions publiques et des organismes locaux.

Le PASUQ fait de la flexibilité et l'adaptabilité aux conditions locales des piliers, avec des instances de concertation régionales et la collaboration avec les centres de services scolaires et commission scolaire. Le PASUQ serait soutenu par des mesures d'accompagnement et de reddition de compte, reposant sur une base commune, avec une obligation d'évaluation continue pour assurer son efficacité et son impact positif.

La mise en place du PASUQ s'assure que les Autochtones contrôlent les programmes destinés à leurs enfants, respectant les principes de souveraineté alimentaire autochtone.

2. Le Chantier PASUQ propose la création d'un comité de travail interministériel et intersectoriel rassemblant des ministères clés déjà impliqués dans l'alimentation scolaire avec qui nous pourrions consolider les initiatives déjà existantes ainsi qu'en déployer de nouvelles (MEQ, MAPAQ, MSSS, MEIE, MESS), de plus nous pourrions compter sur des acteurs de la société civile et experts en alimentation scolaire.

Ce comité de travail interministériel et intersectoriel incluerait des ministères déjà impliqués en alimentation scolaire tels que: MEQ, MAPAQ, MSSS, MEIE, MTESS et MFA. Ceux-ci ont tous une politique ou octroient des fonds qui touchent à l'alimentation dans les écoles ou au financement direct des organisations en alimentation scolaire et littératie alimentaire.

Des acteurs et actrices de la société civile, les centres de services scolaires, le personnel des écoles, les concertations régionales en saines habitudes de vie et les directions de santé publiques à travers le Québec ont développé des solutions innovantes pour répondre aux besoins des populations (Brouillette et coll, 2023). Des organismes travaillent depuis longtemps au Québec pour offrir aux enfants des ateliers d'éducation alimentaire et un accès à des déjeuners, dîners ou collations saines, locales et durables. À cela s'ajoutent les interventions visant à favoriser l'approvisionnement en aliments québécois dans les écoles et l'implantation de pratiques d'approvisionnement ou de production écoresponsables. Toutes ces solutions sont adaptées au système alimentaire dans lequel elles s'inscrivent et aux besoins des élèves qui sont desservis.

**Il est maintenant nécessaire de reconnaître et de promouvoir le rôle essentiel des organisations à but non lucratif impliquées dans les services alimentaires scolaires, qui ont souvent des impacts significatifs dans divers domaines communautaires tels que la réinsertion sociale, le soutien aux familles et les services destinés à d'autres**

## **populations vulnérables.**

2.1 Que le premier mandat de ce comité soit de définir un plan de travail pour élaborer et déployer en étroite collaboration un Programme d'alimentation scolaire universel au Québec.

2.2 Que ce comité établit un échéancier et des phases de déploiement du programme dans toutes les écoles du Québec en prenant en considération les territoires, acteurs, initiatives et tout autre élément pouvant jouer un rôle dans la mise en œuvre. Le déploiement progressif, par phase et suivant les priorités établies du plan de travail, du programme dans toutes les écoles publiques du Québec.

2.3 Que ce comité évalue des modèles de contribution financière des parents non stigmatisant, équitable et universel.

## **3. Améliorer la qualité et l'équité de l'encadrement des élèves pendant la période de dîner en un seul service.**

Nous recommandons d'uniformiser le système d'encadrement des élèves pendant la période de dîner afin qu'il soit accessible et à coût égal pour l'ensemble des parents. L'offre de deux services distincts (surveillance du midi et service de garde) pour la période du midi dans les écoles primaires est selon nous stigmatisante. En effet, le service de surveillance du midi peut être offert à moindre coût, avec du personnel non formé, un ratio d'élèves plus grand à surveiller, et souvent dans de grands locaux moins conviviaux. Nous favorisons l'offre d'un seul service de dîner à l'école pour assurer un encadrement et un contexte de repas éducatif et équitable.

3.1 Moduler la tarification du service pendant la période du dîner selon le revenu des parents pour qu'ils ne constituent pas une barrière à l'accès aux programmes alimentaires.

Moduler les frais de garde pendant la période du dîner selon le revenu des parents pour qu'ils ne constituent pas une barrière à l'accès aux services alimentaires. Des mesures doivent être prises pour soutenir les parents qui ne peuvent pas défrayer la totalité des coûts pour un service d'encadrement lors des repas, ce qui peut représenter un frein à l'accès au repas offert à l'école même s'il est gratuit ou à faible coût. Selon un sondage réalisé en novembre 2018 auprès de 1400 parents provenant de toutes les régions du Québec et issus de divers milieux, plus du tiers, soit 34%, indiquent que les tarifs liés à la fréquentation du service de garde constituent une préoccupation sérieuse pour eux.<sup>7</sup> Basé sur les recommandations issues du Chantier PASUQ, nous suggérons de moduler les frais selon les revenus des parents.

3.2 Prévoir la présence de personnel éducateur formé aux bonnes pratiques éducatives liées à l'alimentation et assurer un contexte de repas positifs à tous les enfants, peu importe leur milieu socio-économique.

---

<sup>7</sup> [Assurer un meilleur financement de la garde scolaire pour réduire les iniquités dans les contributions financières demandées aux parents](#), Association québécoise de la garde scolaire, mars 2019

Afin d'être efficace et d'atteindre ses objectifs, un programme de saine alimentation scolaire doit offrir un encadrement éducatif et un contexte de repas et de collation convivial à tous les enfants<sup>8</sup>. L'accès à des aliments sains ne permet pas à lui seul le développement de saines habitudes alimentaires et l'adhésion de l'enfant au programme. C'est entre autres par la formation du personnel qui encadre les repas que cela peut être assuré. La science démontre que pour développer la littératie alimentaire des enfants, il est important que les messages véhiculés et les comportements encouragés par les intervenants lors des repas favorisent une relation positive avec les aliments et soutiennent l'autonomie des enfants à respecter leurs signaux de faim et à développer ses préférences alimentaires.

Or, le personnel responsable d'encadrer les repas et collations n'est pas toujours adéquatement formé. Selon un portrait réalisé en 2015<sup>9</sup> par l'Association québécoise de la garde scolaire, seulement la moitié du personnel en garde scolaire avait suivi une formation sur les pratiques éducatives en alimentation, par ailleurs le personnel de surveillance du midi n'a aucune formation requise. Lors de cette vaste enquête, plusieurs obstacles au bon déroulement de la période du repas sont ressortis. Notons entre autres, la circulation, le niveau de bruit excessif, la possibilité de pouvoir manger à son rythme, l'encadrement des enfants ayant des besoins spéciaux et d'autres défis liés à l'infrastructure.

**4. Assurer que tous les centres de services scolaires et commissions scolaires puissent embaucher une ressource humaine experte en alimentation** pouvant accompagner les écoles dans l'adoption, la coordination et l'opérationnalisation des programmes et activités en alimentation scolaire.

Un des plus grands enjeux qui nous est soulevé dans la mise en place d'initiatives et de programmes d'alimentation dans les écoles est le manque de ressources humaines pour les créer, les gérer et les maintenir dans le temps. Pour que le financement provincial soit le plus efficace possible, nous croyons qu'avoir du personnel dédié à la coordination et à la gestion alimentaire (autre que les régisseur.euses qui s'occupent des contrats avec les concessionnaires privés) au sein des centres de services scolaires et commissions scolaires pour soutenir les écoles est crucial. En vue de la mise en œuvre progressive d'un programme à l'échelle de la province, nous recommandons au ministère de l'Éducation d'allouer un financement supplémentaire pour que chaque centre de services scolaire et commission scolaire du Québec puisse embaucher au moins une ressource humaine experte, telle qu'un.e diététiste-nutritionniste pour coordonner les programmes d'alimentation scolaire à temps plein. Ces ressources seraient également en lien avec les ressources des autres CSS et CS au niveau régional et provincial afin de favoriser l'échange de bonnes pratiques et la collaboration.

---

<sup>8</sup> [À l'heure du dîner : j'apprends encore!](#)

<sup>9</sup> [Le portrait de la période du dîner et de la promotion des saines habitudes de vie en service de garde en milieu scolaire – Les faits saillants](#)

Cette ressource apporterait son soutien aux écoles du centre de services scolaire ou commission scolaire pour faire le lien avec les organisations offrant des programmes, contribuerait à la formation du personnel de l'équipe-école, coordonnerait les différents fonds et mesures disponibles en alimentation et littératie alimentaire et travaillerait à faire le lien avec des sources d'approvisionnement alimentaires locales. Elle agirait en tant que représentante du centre de services scolaire ou commission scolaire auprès des équipes-écoles, en veillant à la répartition équitable des ressources et à l'alignement des programmes sur les différents principes et normes en matière de saine alimentation telle que la Politique-cadre pour une saine alimentation et un mode de vie physiquement actif.

Plusieurs centres de services scolaires et commissions scolaires appuient déjà des initiatives favorisant les saines habitudes alimentaires dans leurs écoles, mais n'ont pas de ressource dédiée et experte. Pour certains centres et commissions, ceci rend le suivi avec les écoles complexe et insuffisant. Tous les centres et commissions fonctionnent différemment et il est primordial de donner une chance égale à chaque école de recevoir le soutien nécessaire afin de mettre en place des initiatives adaptées à leur région.

4.1 Que cette ressource humaine assure entre-autres un soutien aux services alimentaires et aux équipes-école dans la mise en œuvre de la nouvelle Politique-cadre *pour une saine alimentation et un mode de vie physiquement actif* dans les milieux.

Pour offrir une chance égale de réussir à tous les élèves québécois, nous recommandons au ministre de l'Éducation et des autres ministères ayant contribué à la mise à jour de la Politique-cadre *pour une saine alimentation et un mode de vie physiquement actif*, d'assurer des ressources financières pour soutenir une mise en œuvre vigoureuse de la prochaine version de la Politique-cadre à venir. Les écoles ont besoin d'être soutenues dans l'atteinte des orientations qui seront proposées par la Politique-cadre, elle ne doit pas consister en un fardeau supplémentaire. L'allocation de ressources monétaires et ressources humaines expertes en alimentation supplémentaires est incontournable afin de s'assurer que la Politique soit bien comprise et appliquée de manière à respecter chaque contexte scolaire.

## Conclusion

Nous ne pouvons que constater que la mise en place d'un Programme d'alimentation scolaire universel au Québec (PASUQ) bénéficie de plusieurs facteurs de réussite déjà présents dans le paysage actuel. Deux ans de mobilisation des expert·e·s du milieu ont démontré les bienfaits et retombées que pourrait avoir ce programme au Québec. Il existe ici une opportunité à saisir tant en matière de financement qu'en mobilisation d'acteurs présents sur le terrain et disposant d'une expertise indéniable.

La couverture large de divers aspects de l'alimentation scolaire, malgré le manque de données exhaustives, permettrait une approche holistique et complète. L'approche de coordination par les systèmes alimentaires territoriaux, particulièrement pertinente dans le contexte québécois, favoriserait une gestion efficace et adaptée aux réalités locales. Les

écoles et les centres de services scolaires et commissions scolaires pourraient s'appuyer sur des communautés mobilisées, renforçant ainsi le soutien aux jeunes. De plus, le gouvernement québécois a déjà démontré son engagement en investissant dans l'alimentation scolaire, conscient des bénéfices qui en découlent. Enfin, la reconnaissance des besoins des communautés des Premières Nations et Inuit, ainsi que l'importance de s'appuyer sur leur savoir local et leurs initiatives existantes, sont essentielles pour assurer une solution durable à l'insécurité alimentaire. Bien que plusieurs facteurs de réussite soient déjà en place, l'implémentation d'un PASUQ nécessiterait un renforcement de ces efforts, et nous tendons la main au gouvernement du Québec pour travailler en collaboration à un meilleur avenir pour les élèves de la province.

Cc:

Les membres du comité exécutif du Collectif québécois:

Anne Marie Aubert, Montréal Métropole en Santé, [amaubert.sam@mtlmetropolesante.ca](mailto:amaubert.sam@mtlmetropolesante.ca)

Jean-François Archambault, Tablee des chefs, [jf.archambault@tableedeschefs.org](mailto:jf.archambault@tableedeschefs.org)

Tasha Lackman, Le Dépôt Centre communautaire d'alimentation, [tasha@depotmtl.org](mailto:tasha@depotmtl.org)

Lucie Laurin, Association québécoise de la garde scolaire, [Lucie.laurin@gardescolaire.org](mailto:Lucie.laurin@gardescolaire.org)

Murielle Vrins, Équiterre, [mvrins@equiterre.org](mailto:mvrins@equiterre.org)

Thibaud Liné, Cantine pour tous, [direction@lacantinepourtous.org](mailto:direction@lacantinepourtous.org)

Mélanie Veillette, Ateliers cinq épices, [mveillette@cinqepices.org](mailto:mveillette@cinqepices.org)